

Paul De Grauwe Professeur à la London School of Economics

Le Brexit ou la fragilité de l'UE

L'année 2016 sera d'une grande importance pour l'Union européenne. La cohésion de l'union sera testée comme jamais auparavant. Il y a non seulement le flux d'immigrants qui menace de détruire l'espace Schengen. Il y a en plus la perspective d'une sortie de l'Union européenne par le Royaume-Uni, le « Brexit ». Une telle sortie serait un test majeur de l'idée que l'Union européenne est permanente.

Le Premier ministre Cameron a annoncé son intention d'organiser un référendum sur la question de savoir si le Royaume-Uni doit rester dans l'UE. Quelle est la probabilité que le « non » l'emporte et force le Royaume-Uni à quitter l'UE ? Quelles sont les implications d'un tel résultat du référendum ? Ce sont les deux questions que je veux aborder.

Quelle est la probabilité que le « non » obtienne une majorité lors du prochain référendum ? Prédire le résultat d'un référendum est difficile et hasardeux. Au lieu de faire une prévision,

permettez-moi de développer un scénario possible.

Chaque référendum initié par un gouvernement au pouvoir court le risque de devenir un plébiscite pour ou contre ce gouvernement, indépendamment de la question posée à la population dans le référendum. L'exemple historique le plus connu d'un référendum qui se transforme en un vote de confiance dans le gouvernement est celui organisé en 1969 par le président français Charles de Gaulle. La population française fut invitée à approuver une proposition visant à régionaliser la France, un pays excessivement centralisé. Ce fut une proposition éminemment raisonnable. Mais il s'avéra vite que le référendum devint un vote de confiance au Président. La majorité des électeurs français (52 %) en avait marre du « grand homme » et votèrent contre la proposition de régionalisation. Le lendemain du référendum, de Gaulle démissionna.

Est-il probable que le référendum initié par Cameron conduira à un résultat semblable ? Si le Premier ministre bri-

tannique milite en faveur du maintien du Royaume-Uni dans l'UE (ce qu'il est susceptible de faire), il risque de transformer le référendum en un vote de confiance en sa personne. Le résultat pourrait très bien être que la majorité des Britanniques exprime un vote de méfiance envers Cameron, qui n'est pas vraiment un Premier ministre populaire. J'espère me tromper, mais un tel résultat est une possibilité nette.

Le référendum pourrait se transformer en vote de confiance sur la personne de David Cameron

Quelles sont les implications d'un « non » au référendum ? Économiquement, les conséquences seront limitées ; politiquement, elles ne le seront pas.

Les conséquences économiques d'un Brexit sont relativement simples. Si le « non » prévaut, le Royaume-Uni devra quitter l'UE. Mais cela ne signifie pas que ce pays coupera ses liens économiques avec l'UE. En fait, le Brexit sera

le résultat d'une négociation entre le Royaume-Uni et l'UE, qui impliquera un accord sur les nouvelles relations commerciales entre les deux partenaires. Il est très probable qu'un accord sera trouvé, du type de celui qui existe entre la Norvège et l'UE. Cela permettra au Royaume-Uni et à l'UE de maintenir l'accès à leurs marchés respectifs. Il est dans l'intérêt des deux partenaires de parvenir à un tel accord. Ainsi, le Brexit ne sera pas un divorce économique clair et net. Au contraire, il contiendra une série de changements minimes dans la nature des relations économiques entre les deux partenaires, permettant à ceux-ci de définir les domaines dans lesquels ils voudront développer des relations plus souples et d'autres domaines dans lesquels ils voudront coopérer plus. Ceci est, en fait, la situation actuelle du Royaume-Uni en tant que membre de l'UE. Le Royaume-Uni se tient à l'abri d'un certain nombre de domaines (la zone euro, Schengen), mais est fortement impliqué dans le marché intérieur. Le Brexit ne changera pas fonda-

mentalement cette situation.

Les implications politiques d'un Brexit, cependant, sont susceptibles d'être beaucoup plus intrusives. Si le Royaume-Uni quitte l'UE, une pierre angulaire de l'Union européenne sera brisée. Cette pierre angulaire est que l'Union est permanente. Avec le Brexit, il deviendra clair que ceci est une illusion.

L'Union européenne est composée de nations souveraines qui ont transféré certaines parties de leur souveraineté à l'Union. Mais ce qui est implicite dans ce transfert est sa nature conditionnelle, à savoir, que ce transfert doit constamment être perçu comme servant l'intérêt national.

Si ce n'est plus le cas, le retrait de l'union par un pays souverain est une option qui peut et sera exercée. Contrairement aux États-Unis, l'Union européenne n'a pas les moyens de contrer une telle sécession. Ceci fait de l'UE une construction sur du sable. Un Brexit révélera cette fragilité de l'UE de façon brutale. ■